

L'innovation cacaoyère

Histoire comparée de la cacaoculture en Afrique de l'Ouest

Jean-Pierre Chauveau

ORSTOM, Montpellier

Résumé

L'innovation cacaoyère en Afrique de l'Ouest est née d'un contexte de crise. Le processus d'émergence et de diffusion de l'innovation ne se comprend qu'enraciné dans les réajustements sociaux. Il correspond à la constitution d'un « réseau d'innovation » aux propriétés émergentes, mettant en connexion, autour du produit nouveau et selon une configuration inédite, des catégories hétérogènes et évolutives d'acteurs, d'institutions et d'organisations. Une fois l'irréversibilité de l'innovation acquise, des innovations socio-politiques vont diluer la connexion cacaoyère, désormais saturée, pour l'assujettir aux nouvelles relations de pouvoir. La reconstitution du processus passé de l'innovation cacaoyère permet de faire quelques observations utiles pour mieux évaluer la situation de crise actuelle. Si la crise du marché du cacao est bien une circonstance aggravante de la conjoncture actuelle, ni un relèvement des cours ni des solutions techniques au problème de la replantation ne semblent suffisants pour résoudre un problème de société.

Cocoa and innovation. A comparative historical study of cocoa diffusion in West Africa.

Abstract

Cocoa cultivation in West Africa was born in a context of economic and social crisis. Its diffusion was always linked to social readjustments through locally-shaped "seamless webbs". Once its adoption became irreversible, social and political innovations cracked the "cocoa connection" which was then submitted to new power relations. Learnings from West African cocoa history lead to doubt that better international prices or improved policies may solve the present social problem at stake.

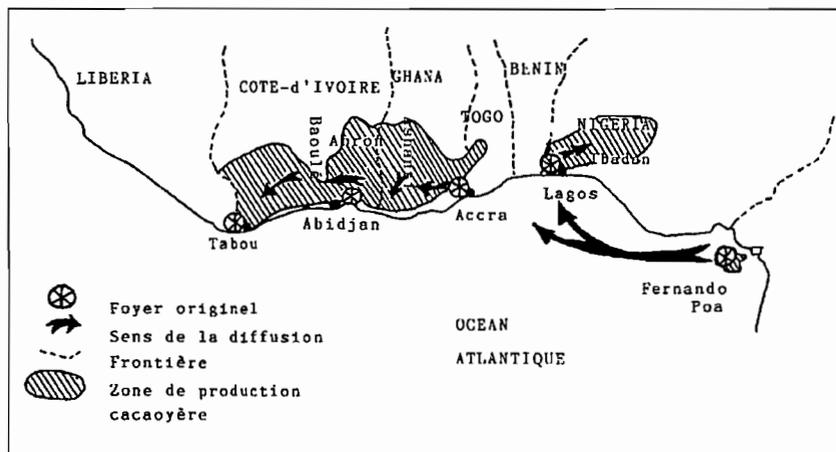
La cacaoculture en Afrique de l'Ouest comme innovation

De tous les produits qui ont marqué l'histoire économique de l'Afrique de l'Ouest depuis le XIX^e siècle (palmier à huile, essences à latex, arachide, caféier), le cacaoyer est celui qui a sans doute connu la diffusion la plus spectaculaire, faisant dès 1912 de la Gold Coast (actuel Ghana) le premier producteur mondial et, à

partir de 1919, de l'Afrique le premier continent producteur, devant l'Amérique. Son introduction est récente, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle sous l'influence des établissements missionnaires de la Côte puis, à partir du début du XX^e, par l'administration coloniale mais surtout, comme nous le verrons, par l'initiative propre des agents africains.

Le cas du cacaoyer est donc illustratif de la diffusion rapide d'une nouveauté dans le monde agricole ouest-

Carte de situation de la production cacaoyère en Afrique de l'Ouest (de la Côte-d'Ivoire au Nigeria).



africain, accompagnée d'une emprise massive sur les terres cultivables à cause de son caractère pérenne. En outre, l'histoire de la cacaoculture en Afrique de l'Ouest a concerné pour l'essentiel la production « villageoise » (par opposition à la production agro-industrielle) et a suscité d'importantes innovations sociales et organisationnelles. Tout indique, a priori, qu'il s'agit d'un cas typique d'innovation rurale de grande ampleur, c'est-à-dire d'un cas d'appropriation rapide et massive par les agriculteurs d'une nouveauté introduite de l'extérieur.

Nous nous proposons de montrer à son propos que l'innovation est d'abord une construction sociale dont les propriétés émergent et se transforment au cours du processus lui-même (MEYER, 1992). Nous montrerons d'abord (« la construction sociale de l'innovation : du dernier tiers du XX^e siècle aux années 20 ») que l'innovation cacaoyère est née, surtout, de stratégies sociales dans des situations de crise ou de reconversion où les ajustements sociaux sont importants.

Sa diffusion a transformé par la suite les conditions mêmes de l'innovation. La perception

qu'en avaient les acteurs s'est transformée, provoquant des rigidités nouvelles et de nouvelles stratégies dans le champ des ajustements sociaux (« Le processus d'irréversibilité : des années 10 à l'après-guerre »)¹.

Nous concluons par une confrontation de cette reconstitution historique avec la situation actuelle, souvent confondue avec une crise du cacao, et nous nous demanderons si, dans ce diagnostic implicite, on ne se trompe pas de crise (« Crise et innovation hier et aujourd'hui »).

Au niveau d'analyse que nous avons ainsi délimité et qui privilégie les processus internes au milieu social, nous ne prendrons pas en compte l'application de la recherche à l'amélioration du matériel végétal et à la protection phytosanitaire. Cet aspect intervient évidemment dans « l'offre technique d'innovation » mais il n'est pas fondamental pour notre propos en ce qui concerne l'essentiel de la période étudiée (GREEN et HYMER, 1966 montrent le faible impact de la recherche sur les pratiques agricoles pour le Ghana jusqu'aux années 60).

Un second élément, l'influence du marché international du cacao sur la « demande d'innovation cacaoyère », n'a pas non plus la place qu'il mériterait dans l'analyse, bien qu'il apparaisse que les relations entre ces deux variables sont simultanément fortes et non linéaires. D'une part, l'adoption de la cacaoculture est une conséquence directe des fluctuations du marché international sur les produits africains à la fin du XIX^e siècle. D'autre part, l'irréversibilisation de l'innovation cacaoyère a considérablement amorti les effets des crises sur la production. Enfin, dans un tout autre sens, nous suggérerons qu'aujourd'hui la remontée des cours du cacao ne serait peut-être pas suffisante pour remédier à la crise actuelle.

Construction sociale de l'innovation (dernier tiers du XIX^e – années 20)

L'offre d'innovation comme condition permissive : l'introduction de la nouveauté (dernier tiers du XIX^e siècle)

Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, le cacao est introduit par des acteurs sociaux non-africains dont la stratégie est avant tout d'assurer leur implantation locale : d'abord les missions religieuses ; puis, à la fin du XIX^e, quelques colons privés ; enfin, au début du siècle, l'administration coloniale par ses « jardins d'essais » ou ses « jardins botaniques ». De ces

trois catégories d'acteurs, seuls les missionnaires (surtout protestants) exercent une influence notable et positive dans la diffusion de la cacaoculture. Les plantations de colons privés n'ont pas d'effets d'entraînement si ce n'est qu'elles servirent ultérieurement de lieu d'approvisionnement en semences par les travailleurs africains employés comme main-d'œuvre agricole ou comme artisans.

La présence européenne est un élément indiscutable de la genèse de l'innovation. Mais il s'agit d'un élément permissif et non décisif de l'innovation. Les Européens ont introduit l'innovation-produit sans pour autant avoir été les agents essentiels de sa diffusion, ils furent dans la position de « l'inventeur », qui n'est pas celle de l'innovateur qui s'approprie et met en œuvre la nouveauté.

La demande d'innovation comme réponse à une crise de reconversion.

Les « pionniers » africains

(années 1880 et 1890)

A partir des années 80, apparaissent des plantations africaines de cacaoyers aux alentours de Lagos (Nigeria), Accra (Ghana) et de l'actuelle frontière ivoiro-libérienne. Ces pionniers représentent une fraction très particulière de la population côtière : traitants, descendant d'esclaves libérés puis réinstallés sur le littoral, notables producteurs et traitants d'huile de palme et de caoutchouc sauvage. Les premiers producteurs de cacao combinent activités commerciales et activités agricoles (avec usage de main-d'œuvre non-familiale) ; ils sont intégrés au milieu social et culturel européenisé et christianisé des centres de traite côtiers ; enfin, ils ont une expérience directe des fluctuations et des cycles économiques par leurs activités commerciales, notamment au cours du dernier tiers du XIX^e siècle qui correspond à une phase de récession du commerce international.

C'est précisément cette conjoncture qui incite ces agents à s'intéresser à la cacaoculture comme produit de substitution. Pour ces pionniers, la cacaoculture représente d'abord un produit de reconversion, parmi d'autres, face à la crise qui touche leurs domaines principaux d'activités, menacés par la concentration du commerce européen de traite et par la chute des prix dans le dernier tiers du XIX^e siècle. La culture et le commerce de cacao interviennent comme un élément nouveau dans un système de polyactivité antérieur

destiné à rééquilibrer les risques et les opportunités du système dans son entier (la cacaoculture ne deviendra pas pour ces agents une activité exclusive). Durant cette période des années 1880-1890, la cacaoculture n'est pas la principale solution de reconversion. Le caoutchouc naturel (pour le commerce européen) et la noix de cola (pour le commerce interafricain) apparaissent aussi comme des produits de substitution aux produits du palmier dont les prix se sont effondrés.

La mise en œuvre de la cacaoculture implique que ces types d'acteurs mobilisent des ressources relationnelles et culturelles qui dépassent largement le seul domaine économique. Leurs stratégies s'appuient sur les relations très étroites qu'ils entretiennent avec les Missions (certains sont prédicateurs) et avec l'élite politique rurale (certains sont eux-mêmes chefs ou notables, beaucoup sont alliés aux familles de notables ou sont les interlocuteurs urbains de leur communauté rurale d'origine). Ces réseaux, au sein desquels ils apparaissent comme des intermédiaires privilégiés, sont autant de ressources pour s'approvisionner en semence (dont certains font commerce) et en main-d'œuvre (notamment en Gold-Coast et au Nigeria où des planteurs-prédicateurs sillonnent l'arrière pays, diffusant la parole biblique en même temps que les semences de cacao tout en recrutant de la main-d'œuvre pour les plantations du littoral).

La mise en place de la « connexion cacaoyère » dans le contexte de la colonisation (années 1890 et 1900)

La prévalence des catégories d'agents socio-économiques privilégiés dans le processus de diffusion est maintenue, mais à côté des « pionniers » qui demeurent influents, les innovateurs constituent désormais une population plus différenciée et hétérogène. Il s'agit de ruraux qui ont souvent eu une expérience de migration ou de coreligionnaires (protestants) ou alliés des premiers planteurs que ces derniers ont convaincu de l'intérêt de la nouvelle spéculation. Ce sont des acteurs que leurs revenus ou leur position sociale autorisent à prendre leurs distances avec les normes établies (notamment en intégrant à l'idéologie d'accumulation lignagère une éthique de promotion personnelle), sans rompre pour autant avec leurs communautés. Ces innovateurs ont un réseau d'information plus étendu que les autres ruraux sur les

opportunités nouvelles et ils ont la capacité de tester celles-ci sans trop de risque à cause d'une certaine marge de sécurité due à leurs activités antérieures ou diversifiées. Ils suivent en cela la voie ouverte par les pionniers, dans un contexte colonial plus contraignant et plus politisé.

Sur le plan social et politique, la nouvelle situation coloniale génère en effet des réajustements qui jouent en faveur de la cacaoculture. Le sentiment de frustration éprouvé par les intermédiaires et les « évolués » suscite une sorte de politisation de l'entreprise cacaoyère. La culture du cacao apparaît comme un moyen d'émancipation économique et politique pour la bourgeoisie africaine du littoral. Par ailleurs, la « Paix coloniale » provoque des réajustements entre les différents groupes d'intérêt et de pouvoir locaux. Par exemple, la démobilisation massive des armées de métier dans les Etats yoruba amène les guerriers spécialisés à se tourner vers la cacaoculture commercialisée de préférence à l'agriculture d'auto-subsistance. Ou des dissidents ashanti, chassés parce que favorables à la collaboration politique et économique avec les colonisateurs, trouvent d'abord à s'investir dans le secteur du caoutchouc puis dans celui de la cacaoculture ; de retour dans l'Ashanti à la faveur de l'occupation britannique, ils y seront les promoteurs zélés de la culture du cacao.

L'innovation cacaoyère recouvre en réalité une pluralité de projets sociaux. Ces groupes d'agents se diversifient en effet en fonction de leurs objectifs et de leur contraintes particuliers. Dans leurs stratégies à l'égard du cacao entrent d'autres composantes que la seule activité de production cacaoyère : composantes commerciale (pour ceux qui ont aussi une activité d'acheteurs et de traitants), politique (conforter leur pouvoir pour les chefs ou de notables, nécessité de se reconvertir pour l'élite militaire, améliorer leur position par la réussite économique pour les dissidents, renforcer leur position d'intermédiaire pour l'élite instruite), voire idéologique (on a vu la dimension religieuse).

L'aspect élitaire de l'innovation cacaoyère provient de ce que ces catégories sociales sont aussi tenues de raffermir des positions qui sont menacées par la nouvelle conjoncture coloniale. La filière cacaoyère s'impose alors comme la moins mauvaise des reconversions possibles, après l'effondrement des cours du caoutchouc (le réseau de récolteurs et de traitants de caoutchouc se reconvertit d'ailleurs massivement dans la production et la traite du cacao), la main-mise des intérêts européens sur le secteur aurifère, l'impossibilité de poursuivre les activités guerrières, et comparativement aux secteurs de la cola et du palmier à huile.

Le processus de diffusion suggère également l'importance des contextes locaux rapportés à la nouvelle situation coloniale

La cacaoculture s'impose comme substitut à des activités existantes de manière différentielle, selon l'intensité de la crise de reconversion ressentie par les différentes couches des populations et selon les situations régionales. Des produits comme la kola ou le palmier demeurent stratégiques pour leurs élites dirigeantes dans certaines régions forestières ne bénéficiant pas de bonnes conditions du point de vue de la production ou de la commercialisation du cacao. Cependant, se met aussi en place un décalage dans « l'entrée en cacaoculture » des différentes régions, décalage qui fera ensuite sentir ses effets sur l'évolution future des relations entre les composantes régionales de la nouvelle agriculture.

Des groupes sociaux ou des communautés localisées peuvent déjà se prévaloir d'une « ancienneté dans l'innovation » et d'une expérience tant technique qu'organisationnelle dans la cacaoculture qui pèseront par la suite dans le jeu identitaire et politique. Ce différentiel ethnico-régional génère deux formes simultanées de mouvements de population en rapport avec les stratégies d'accès aux ressources cacaoyères : des migrations de travail, de la part d'originaires de zones où la forêt est abondante mais qui sont enclavées et des migrations de colonisation, de la part d'originaires de zones à forte pression foncière (dans le centre et l'est de la Gold Coast), qui manifestent déjà l'inéluctabilité du « cycle du cacao ». La composante « bio-écologique » fait déjà sentir ses effets avec l'apparition précoce de cycles régionalisés d'expansion et de vieillissement des plantations, cycles qui vont engendrer une des caractéristiques majeures de la diffusion de l'innovation cacaoyère : la mise en place de vastes fronts pionniers où se conjuguent migrations de colonisation et migrations de main-d'œuvre.

La « connexion cacaoyère », c'est-à-dire la mise en rapport autour d'un produit nouveau de groupes sociaux et de régions hétérogènes, est alors en mesure de susciter d'importantes innovations institutionnelles et organisationnelles

Les nouveaux planteurs, souvent eux-mêmes traitants, diffusent l'usage de contrats saisonniers ou permanents de travail, qui attirent des agriculteurs des régions périphériques vers

les zones côtières où la cacaoculture est maintenant développée ou entraînent des migrations de travail qui accompagnent les migrations de colonisation. En outre, les relations d'esclavage sont également mobilisées au profit de la nouvelle culture commerciale en fournissant de la main-d'œuvre dépendante. Ces innovateurs contribuent également à diffuser des modes d'appropriation fonciers originaux. Ils mettent en œuvre ou préconisent des pratiques foncières qui, tout en faisant la part des droits fonciers communaux, « sécurisent » l'appropriation de la production pour les exploitants directs (et donc qui sécurisent aussi leur propre approvisionnement en tant qu'acheteurs de produit). Cette période de diffusion de la nouvelle culture des années 1900 et 1910 constitue un véritable laboratoire d'expérimentation de nouveaux droits d'accès et d'exploitation de la ressource forestière, en fonction des contextes historiques et locaux extrêmement variés qui prévalent dans la ceinture forestière ouest-africaine.

Il faut également souligner les initiatives prises par ces innovateurs pour s'organiser dans le contexte spécifique de l'économie internationale du cacao. Les premières tentatives d'organisation de la production et de la commercialisation ne sont pas imputables à l'administration coloniale mais à ces premières générations de planteurs et d'acheteurs.

Un premier domaine est celui de l'organisation professionnelle (Unions de planteurs mis en place dans la région de Lagos dans les premières années du siècle qui assurent la diffusion des semences, regroupent la production et organisent le recrutement de main-d'œuvre). Un second domaine est celui de la défense des intérêts de la profession face au commerce de traite et aux fluctuations de la conjoncture par des mouvements organisés mais ponctuels en réaction à la dégradation des prix. Dès la première fluctuation à la baisse du cacao en 1908, la zone centrale de Gold Coast, la plus engagée dans cette culture, se mobilise et les planteurs refusent de livrer le produit au commerce. C'est le premier des fameux *hold-up* qui vont se succéder en s'amplifiant durant l'entre-deux-guerres.

Le cas particulier et paradoxal de la Côte-d'Ivoire souligne l'influence de l'administration coloniale dans la facilitation de la connexion innovante

La diffusion de la nouveauté y est en effet interrompue par l'action coloniale française tout en ne faisant pas exception par la suite à l'allure générale de la diffusion décrite pour la Gold Coast et le Nigeria.

La diffusion de la cacaoculture et de la caféiculture, enta-

mée dès la fin du XIX^e siècle dans la région du sud-ouest frontalière avec le Libéria par des agents dont le « profil sociologique » était analogue à celui des pionniers de Gold Coast et du Nigeria, se trouve bloquée par une série de mesures administratives liées à la prise de possession coloniale et au déclenchement de la Première Guerre. En outre, la méthode autoritaire employée par les autorités coloniales françaises (au contraire des Britanniques) décourage plus qu'elle ne stimule l'innovation cacaoyère. Enfin, un petit colonat français et libano-syrien monopolise le circuit de commercialisation. La mise en place de la connexion cacaoyère se trouve retardée d'une vingtaine d'années par la conjonction de ces événements politiques. L'adoption volontaire de la cacaoculture dans le sud-est de la colonie ne démarre vraiment qu'à partir des années 20.

Le processus d'irréversibilité de l'innovation

(années 10 – après-guerre)

La « régularisation » de l'innovation

(années 1910 et 1920)

Cette période constitue un tournant décisif à plusieurs points de vue. D'abord, la question de la diffusion de la cacaoculture ne se pose plus en termes d'incitation à innover mais en termes d'obstacles qu'opposent les discontinuités anciennes du tissu économique et social à la diffusion libre de la nouveauté par des couches sociales de plus en plus « ordinaires ». Ensuite, la diffusion de la nouvelle culture induit de nouvelles activités spécialisées associées à la production cacaoyère et renforce l'effet de connexion de la phase précédente. La « démocratisation » partielle de la cacaoculture s'accompagne alors d'un certain retrait des couches sociales dominantes qui se tournent vers des activités complémentaires plus lucratives ou stratégiques tout en contrôlant les innovations institutionnelles et organisationnelles induites par la diffusion de la nouveauté. Enfin, le processus de diffusion induit de nouvelles différenciations régionales à l'échelle des territoires coloniaux. Tous ces éléments convergent pour faire de l'expansion de la cacaoculture un processus qui s'auto-entretient par des innovations « régulières » faisant appel à des techniques désormais éprouvées et visant des réseaux d'acteurs déjà structurés (MEYER, 1992).

La conjoncture économique favorise de manière décisive l'opportunité cacaoyère vis-à-vis des autres opportunités.

A l'exception de la campagne de 1920-21, les cours du cacao sont soutenus ; ce produit apparaît comme la meilleure opportunité. Sauf contre-indication d'ordre agro-pédologique (littoral côtier, delta du Niger) les autres cultures, pérennes comme annuelles, ne sont plus compétitives (sauf l'industrie du bois au Ghana et au Nigeria) au point que les autorités coloniales britanniques s'inquiètent dans les années 1920 des risques de monoculture. Un second élément économique important de cette période est la création d'une infrastructure de transport : les voies ferrées et, aussi important, l'usage courant à partir de la fin des années 1920 du transport automobile.

La « démocratisation » de la cacaoculture

L'innovation est prise en charge par des couches sociales de plus en plus « ordinaires ». Le profil des innovateurs est par conséquent plus diversifié dans cette phase précoce de l'innovation massive. De manière générale, il est très probable qu'en sont encore seuls exclus les individus de bas statut social, comme les esclaves ou descendants d'esclaves et les « gagés » pour dettes qui n'interviennent dans la cacaoculture que comme main-d'œuvre domestique. Si la cacaoculture n'est plus une nouveauté, sa diffusion reste soumise aux discontinuités anciennes du tissu économique et social. Deux vecteurs simultanés de diffusion de la nouveauté transgressent ces discontinuités : la multiplication de nouveaux foyers de cultures et les migrations de colonisation.

La multiplication de foyers de cacaoculture autochtones dans lesquels se diffuse la cacaoculture s'observe au Nigeria (dans les Etats d'Ife et d'Ondo par exemple) et au Ghana (dans l'Ashanti du nord et en pays ewe). En Côte-d'Ivoire commence le processus de diffusion hors contrainte coloniale chez les autochtones des régions du sud-est (d'abord dans l'Asikasso puis dans les autres régions anyi du Ndenié et du Sanwi et dans le pays abron) parallèlement au dépérissement des plantations antérieures du sud-ouest. Dans ces régions nouvellement acquises à la cacaoculture, cette activité concerne davantage les catégories sociales « ordinaires » que dans la phase précédente, notamment (surtout au Nigeria), par le retour de travailleurs migrants dans leur région d'origine pour y ouvrir des plantations (par exemple les Ondo et les Ekiti utilisés comme main-d'œuvre par la première génération de planteurs egba et ibadan).

Les migrations de colonisation de terre à cacao se font à partir des foyers anciens moins propices à cette culture ou en voie de saturation (centre et l'est du Ghana, pays ashanti). C'est surtout parmi les planteurs originaires des foyers de cacaoculture les plus anciens et par le biais des migrations que la cacaoculture se « démocratise » le plus. Les migrations permettent aux « cadets sociaux » de participer à l'exploitation de la ressource forestière sans subir au même degré les contraintes sociales du milieu d'origine, d'autant que la possibilité accrue pour les « aînés sociaux » d'accéder à de la main-d'œuvre migrante les décharge en partie des obligations de travail familiales.

D'autre part, cette colonisation s'accompagne du développement de migrations de travailleurs originaires de régions de plus en plus lointaines (notamment déjà, des régions de savane du nord) et cette main-d'œuvre migrante trouve également la possibilité d'accéder à la ressource forestière indirectement sous forme de tenure soumise au paiement d'une rente en argent (surtout au Nigeria) ou de partage du produit (le système d'abusan se répand en Gold Coast à cette époque).

La différence des politiques dans les colonies britanniques et françaises continue de produire ses effets (notamment, durant cette période, les mesures contraignantes pour diffuser le cotonnier ou accroître la production de riz dans des régions qui se tournent vers le cacao et des prestations de travail obligatoires très lourdes). L'interventionnisme colonial français freine le processus de structuration de la société civile autour de la cacaoculture comparativement à la Gold Coast et au Nigeria. La diffusion du cacao, qui touche surtout les notables, y est moins « démocratique » qu'au Nigeria et en Gold Coast. En outre, les régions ivoiriennes de culture akan où se diffuse la cacaoculture sont simultanément des pourvoyeuses de main-d'œuvre non seulement pour les zones ivoiriennes de plantation mais aussi pour la Gold Coast.

La diffusion de la nouvelle culture induit de nouvelles activités spécialisées associées à la production cacaoyère

Au Ghana et au Nigeria, l'expansion cacaoyère provoque des effets d'entraînement et de liaison qui se traduisent par une diversification des fonctions, des acteurs et des régions autour de la nouvelle activité. La « démocratisation » partielle au niveau de la production s'accompagne simultanément d'une différenciation sociale et économique à partir d'activités complémentaires plus lucratives ou plus stratégiques. L'irréversibilité

de l'innovation relance le processus d'ajustement social par la création de nouvelles opportunités et de nouvelles discontinuités dans le tissu économique et social. Cela entraîne des innovations importantes dans le domaine institutionnel et organisationnel, mais ces innovations demeurent contrôlées politiquement par les catégories sociales éminentes déjà fortement impliquées dans la filière cacaoyère.

Loin d'être cantonnés au rôle de producteurs-modèles privilégiés mais, encadrés et passifs, comme en Côte-d'Ivoire, les chefs et notables des colonies britanniques peuvent diversifier leurs activités : traite et transport du produit, crédit. L'endettement entre indigènes est sans doute une caractéristique de l'histoire de la cacaoculture au Ghana et au Nigeria. Mais un de ses aspects positifs est de stimuler l'ouverture de nouvelles plantations : il est plus facile de créer de nouvelles plantations, éventuellement en migrant, que de rembourser la dette... et le prêteur ne voit pas d'inconvénient à conserver la plantation reçue en gage.

Les dignitaires s'investissent dans les fonctions d'arbitres ou d'intermédiaires entre les différents types d'acteurs impliqués dans l'activité cacaoyère : 1) en tant que garant du patrimoine, notamment foncier, de la collectivité, les chefs ont à intervenir de plus en plus dans les litiges ou les arrangements fonciers générés par l'agriculture de plantation ; 2) les rentes foncières qu'ils perçoivent comme représentants de la chefferie tendent à se transformer en rentes perçues à titre personnel ; 3) dans le cadre de l'Indirect Rule, les chefs ont une fonction de négociateurs entre les intérêts de leurs sujets et ceux de l'administration. Il résulte de ces changements directement associés à la diffusion de la cacaoculture un renforcement des fonctions des chefs mais aussi des risques de contestation plus importants quant à l'exercice de ces fonctions (notamment lors des mouvements de protestation des planteurs qui se multiplient à partir des années 1920) ; 4) au niveau des relations entre les chefferies ou entités politiques locales, les relations de subordination se réactualisent à propos de l'accès aux ressources forestières. (en Gold Coast, les Ashanti avancent leur position de « suzerains » de l'Ahafo pour coloniser cette marche forestière de l'ancien empire ashanti ; au Nigeria, les Ibadan profitent aussi de leur ancienne hégémonie pour établir des plantations dans les forêts du sud).

Alors que se généralisent les innovations organisationnelles nées dans la phase précédente, ces mêmes dignitaires sont en mesure d'en contrôler politiquement le développement. Chefs et notables ruraux, en relation (souvent ambiguë) avec les « évolués » urbanisés issus le plus fréquemment des mêmes familles ou alliés à ces familles, influencent fortement les actions concertées de résistance aux fluctuations et à l'organisation du marché du cacao face à l'amplitude nouvelle des prix

offerts aux producteurs par les firmes commerciales après la Première Guerre (en Gold Coast, hold-up (refus de vente) en 1921-1922 et 1927 ; au Nigeria, rébellion de 1918 en pays egba).

Ces mouvements ponctuels sont organisés sur la base d'organisations rurales plus stables qui conjuguent des traits traditionnels réaménagés pour la circonstance (par exemple le système de représentation des jeunes fermiers par un « chef des agriculteurs » dans le système politique akan en Gold Coast, ou l'analogie avec l'organisation des guerriers en pays yoruba) et des traits incontestablement modernistes, tels les Associations de fermiers en Gold Coast et les Sociétés agricoles au Nigeria. Ces associations régionales sont alors pour la plupart indépendantes des initiatives coloniales et servent d'arènes de confrontation et de négociation entre les différents groupes d'intérêt indigènes impliqués dans la cacaoculture : producteurs, traitants, responsables politiques et intellectuels urbanisés.

Une tentative d'organisation de grande ampleur mérite d'être signalée à cette époque, bien qu'elle ait échoué. Il s'agit de l'entreprise menée par un ressortissant de Gold Coast établi au Nigeria, Winifried Tete-Ansa. S'inspirant des recommandations que le National Congress of British West Africa (organisation politique regroupant les ressortissants des colonies britanniques) fit dès 1920, Tete-Ansa mit en place une fédération des coopératives cacaoyères de Gold Coast et du Nigeria en 1925, complétée en 1928 par une banque industrielle et commerciale et, en 1930, par une compagnie de commerce chargée de commercialiser le cacao africain aux Etats-Unis à partir d'un lobby afro-américain. L'échec de la tentative, tant à cause de l'hostilité des intérêts coloniaux que des faiblesses de l'organisation et des hommes, ne doit pas occulter la remarquable ampleur du projet.

Le « retard » de la diffusion de la cacaoculture en Côte-d'Ivoire, pour les raisons essentiellement politiques que l'on a vu, se traduit aussi par une moindre effervescence sur le plan des initiatives organisationnelles. Si, après la guerre, se constituent des associations dans une des régions les plus avancées dans la cacaoculture (Comité des planteurs du Sanwi), les mouvements ruraux sont encore, davantage des révoltes contre la pénétration coloniale menées par des résistants traditionnalistes (chefs de guerre, féticheurs) que des revendications paysannes à base économique.

Enfin, le processus de diffusion induit de nouvelles différenciations régionales à l'échelle des territoires coloniaux, tant sous le rapport de la disponibilité en ressource forestière (la composante bio-écologique détermine les fronts pion-

niers autant que le contexte socio-économique) que sous celui des identités socio-politico-culturelles.

La diffusion de la cacaoculture provoque sans rupture majeure mais par accumulation régulière d'innovations institutionnelles et organisationnelles une transformation des espaces socio-politiques précoloniaux en les structurant sur la base des besoins fonctionnels de l'activité cacaoyère. Elle ne met pas seulement en branle de vastes mouvements de population par les migrations de colonisation et de main-d'œuvre. Elle contribue ainsi à réaménager les relations entre les différents groupes socio-culturels et entre les différentes régions de la colonie en les hiérarchisant entre eux par leur position dans la division des tâches : par exemple entre, d'une part, les groupes « initiateurs » de la cacaoculture, qui fournissent aussi les nouveaux colons agricoles et l'image valorisée du « planteur », et, d'autre part, les groupes « initiés » par les premiers ; ou entre les groupes utilisateurs et les groupes fournisseurs de main-d'œuvre. C'est à cette époque que se forment de nouveaux critères d'identification et de représentation ethniques qui vont servir de repères dans la vie politique ultérieure de ces colonies. Dans la nouvelle société coloniale, les groupements socio-culturels les plus valorisés par les autres et par les autorités coloniales sont aussi ceux qui épuisent le plus leur patrimoine de ressources renouvelables.

L'irréversibilité achevée (des années 30 à l'après-guerre)

Dans cette phase, on ne peut plus guère parler d'innovation, du moins en ce qui concerne la cacaoculture comme produit nouveau. La connexion cacaoyère repose désormais sur un réseau d'acteurs et d'organisations constitué qui impose la nouveauté comme une norme ou une nécessité. Cependant, le processus d'irréversibilisation de la nouveauté continue de susciter de nouveaux ajustements sociaux et, par conséquent, de provoquer des innovations organisationnelles et institutionnelles. Mais le contexte général est différent : désormais la reconversion cacaoyère est consommée. La cacaoculture n'est plus une innovation capable d'absorber de nouvelles connexions et de nouvelles stratégies mais elle est elle-même un enjeu constitué, notamment politique, pour des groupes d'acteurs diversifiés et à l'échelle de colonies entières, voire de la sous-région.

La connexion cacaoyère, désormais pleinement constituée, détermine la demande d'innovation de la part de types d'acteurs laissés jusqu'alors en marge. Cette demande répond à des objectifs et des stratégies que l'on peut distinguer bien qu'elles se combinent dans la réalité.

Il peut s'agir d'abord de comportements d'adoption de la nouveauté par des acteurs qui, convaincus de l'opportunité cacaoyère, n'étaient pas jusqu'alors en mesure de le faire. Par exemple, leur capacité d'initiative était bridée par le poids des rapports sociaux (cas des esclaves et descendants d'esclaves), désormais distendus par le fait des migrations rurales et urbaines et par l'insertion de travailleurs migrants de plus en plus nombreux), ou bien ils n'avaient pas accès au circuit organisé de commercialisation (cas des exploitants des régions forestières enclavées).

A cela s'ajoute des comportements d'adoption par nécessité : l'accès à la monnaie européenne intervient non seulement dans les transactions ordinaires sur les biens de consommation mais aussi pour se procurer des biens de prestige et des biens matrimoniaux ou pour sanctionner des obligations sociales internes aux communautés elles-mêmes (prestations, amendes) ; or la cacaoculture apparaît comme le moyen incontournable d'accéder à ce moyen de transaction.

On peut distinguer également des « stratégies défensives » (YUNG et BOSCH, 1993) ou de sauvegarde qui favorisent la croissance de la cacaoculture, soit pour garantir des droits fonciers par la plantation de cultures pérennes (à l'égard des étrangers migrants mais aussi des autres membres de la communauté pouvant se prévaloir de droits de culture) soit pour rétablir un patrimoine productif déclinant (par suite de mise en gage de plantation ou de vieillissement des arbres) ou encore pour faire face à des baisses de prix du cacao (la crise des années 1930 ne nuit pas, tant s'en faut, à la production cacaoyère et la seconde guerre mondiale ne provoque pas un désengagement des producteurs)

Ces stratégies d'acteurs se combinent différemment selon les contextes locaux en fonction du déroulement du cycle bio-écologique du cacao (pression foncière et vieillissement des plantations) dans une région donnée et en fonction de la place respective des différentes régions dans le cycle de diffusion de la cacaoculture au niveau de chaque pays. On peut établir une corrélation entre les combinaisons stratégiques, d'une part, et l'intensité et l'ancienneté de l'exploitation de la ressource forestière, d'autre part.

Dans les anciens foyers de cacaoculture, dans lesquels les « comportements d'adoption par nécessité » sont déjà anciens, cette activité s'est « démocratisée » le plus complètement possible. Chez les autochtones, le statut de planteur est devenu une sorte de norme sociale minimale, les agriculteurs

non planteurs relevant de catégories sociales dévalorisées (adultes confrontés à des situations sociales difficiles, étrangers). C'est aussi dans ces zones que l'endettement (rendu systématique par les avances sur lesquelles repose le mécanisme de la traite du produit) et le vieillissement des plantations grèvent le plus le potentiel productif et suscitent un flux de colonisation vers les régions pionnières. C'est enfin dans ces régions que se développent le plus les comportements de diversification/substitution des activités au sein ou à partir de la filière constituée autour de la cacaoculture.

Dans les zones de l'Hinterland forestier plus récemment « ouvertes » à la cacaoculture, il y a superposition de « phases » de l'innovation et de profils sociologiques différents : comportements d'adoption par nécessité, comportements de sauvegarde du patrimoine forestier à l'égard des étrangers ou des chefs de lignage tentés de brader le capital forestier cumulent leurs effets chez les autochtones, tandis que les planteurs migrants reportent dans ces régions, par une colonisation « offensive », les contraintes d'endettement et de vieillissement des plantations dans les régions d'origine. D'où l'aspect minier, qui affecte de plus en plus les régions les plus périphériques au moment-même où le « boom » cacaoyer décline en comparaison de la phase précédente.

La connexion cacaoyère détermine la structuration de l'espace social et politique

Le positionnement de chacune des régions dans l'histoire de la cacaoculture au sein de chaque pays continue de produire ses effets propres. Ce positionnement n'est pas réductible à un mouvement de « diffusion » de la nouveauté ; il conditionne une structuration de l'espace social en termes de répartition inégale des normes, des contraintes et des ressources tant au sein des catégories socio-économiques qu'au sein des différentes régions. Plus que jamais les catégories sociales qui confortent leur position sont celles qui participent le plus de l'exploitation minière des ressources forestières, plus que jamais les régions de cacaoculture récente sont dans une situation de « croissance inégale » par rapport aux autres.

Cette phase s'effectue avec le même décalage chronologique que les phases précédentes entre la colonie française de la Côte-d'Ivoire et les colonies britanniques du Nigeria et de la Gold-Coast (qui devient le Ghana en 1957).

Ce décalage s'explique toujours par les résistances de la politique coloniale française à « libérer » la dynamique cacaoyère indigène (pourtant largement reconnue par les autorités coloniales du Territoire) de ses verrous les plus ar-

chaïques. Le principal d'entre eux est alors le Code de l'Indigénat – avec le système de travail forcé ainsi que l'interventionnisme tatillon qui lui sont associés. Bien que ces contraintes aient déjà été partiellement contournées par les initiatives des planteurs locaux (par exemple en détournant la main-d'œuvre voltaïque destinée aux entreprises coloniales vers les plantations indigènes, ou encore en impulsant les premières migrations de colonisation vers l'Ouest malgré les entraves à la libre circulation des « sujets » indigènes), ce n'est qu'à partir de l'abolition du Code de l'Indigénat en 1946-1947 que l'agriculture de plantation ivoirienne (avec sa composante caféière qui la distingue aussi des deux autres cas considérés) rejoint la condition commune aux cacaocultures de la Gold Coast et du Nigeria.

A partir de la guerre, le processus d'innovation est simultanément irréversible et en voie de saturation :

tout en se reproduisant et en assurant la diffusion de la cacaoculture dans les régions les plus enclavées, le réseau d'agents et son support interinstitutionnel n'est plus en mesure de mettre en œuvre de nouvelles connexions et d'élargir son assise à partir de l'activité cacaoyère.

Des enjeux tels que les fluctuations du revenu des producteurs ou le partage de ressources productives qui se raréfient suscitent certes des initiatives mais ils ne conduisent pas à des innovations organisationnelles par rapport à la phase précédente (si ce n'est en Côte-d'Ivoire où l'agriculture de plantation s'irréversibilise plus tardivement). Par contre, le contrôle de la rente cacaoyère dans son ensemble et les réajustements sociaux, induits par l'effritement de l'édifice colonial suscitent de nouveaux réseaux stratégiques autour de la question du contrôle de l'Etat. La cacaoculture n'est plus un réseau d'innovation structurant dans lequel les acteurs sont en mesure de « s'enrôler » les uns les autres, chacun en fonction de sa stratégie (CALLON, d'après MEYER 1992). Elle devient elle-même un enjeu structuré par un contexte politique local et de nouveaux réseaux dominants qui désarticulent l'ancienne connexion cacaoyère pour se l'assujettir.

Malgré leur amplification, les mouvements organisés et les associations des producteurs de cacao face aux crises induites par le marché international et par la situation de guerre, ne sont pas de nature différente que les mouvements antérieurs, en dépit de leur ampleur et leur coordination à l'échelle nationale (hold-up de 1930-1931 et de 1937-1938 au Ghana, contestation par les coopératives cacaoyères des pratiques commerciales des firmes exportatrices en 1937-1938 au Nigeria, union des coopératives nigérianes contre le Central Board mis en place durant la Guerre, Nigerian

Farmers' Union de 1945) ou même à l'échelle intercoloniale (en 1930 avec la West African Cooperative Producers, en 1944-1945 avec le Farmers' Committee of British West Africa). Ces mouvements, comme durant la période précédente, sont relayés par des associations permanentes : coopératives et associations de fermiers. Mais les structures coopératives sont désormais beaucoup plus dépendantes de l'administration coloniale depuis leur officialisation en 1937 en Gold-Coast et au Nigeria, et les associations de fermiers plus influencés par les enjeux de la décolonisation, désormais à l'ordre du jour.

C'est significativement durant cette période que ce type de mouvement gagne la Côte-d'Ivoire, conformément au décalage de cette colonie dans le cycle ouest-africain de la cacaoculture (stockage de la production et boycottage des produits importés dirigé par le Roi de l'Indénié Boa Kouassi et animé par le planteur-médecin Houphouët-Boigny en 1930-1932, mouvements de même type en 1937-1938 et en 1949-1950).

Cette période voit aussi un important développement des conflits en milieu rural autour de ressources productives qui se raréfient. L'accès à la forêt, à la main-d'œuvre ou au crédit demeure une préoccupation constante des producteurs, en fonction de leur position sociale, du contexte local de leur exploitation ou de la conjoncture économique. A preuve, les conflits et les négociations qui concernent les relations entre exploitants autochtones et allochtones ou entre manœuvres et exploitants dans les trois colonies. Mais, en gros, il n'y a pas dans ces domaines d'innovations remarquables par rapport à la phase précédente. Par contre, on constate que l'accès à ces ressources se fait sur un mode beaucoup plus concurrentiel – et donc politique – qu'auparavant.

En cette fin de cycle d'innovation, le déplacement des enjeux stratégiques des catégories locales dominantes hors de la production cacaoyère et vers les investissements sociaux et politiques (éducation, autorité locale, relations avec le pouvoir politique) est particulièrement net.

Ce sont encore les plus gros et les plus anciens planteurs qui semblent en mesure de mettre en œuvre cette « stratégie offensive » (YUNG et BOSCH, 1993) de diversification en mobilisant leurs réseaux de relations sociales au sein de la filière cacaoyère (traite, transport) ou à partir de celle-ci : cas des investissements dans le commerce et dans l'éducation des enfants (particulièrement exemplaire en pays yoruba). Ces initiatives ne sont pas nouvelles par rapport à la phase précédente mais elles connaissent une grande ampleur car les crises internationales (années 1930, Seconde Guerre) frappent une activité désormais généralisée.

Par contre, c'est dans le domaine de l'institutionnalisation des rapports locaux de pouvoir à propos de l'activité cacaoyère que les initiatives se multiplient. Mais,

malgré la richesse des mouvements sociaux qui ont agité ces colonies durant cette période, ils ne ressortissent plus de « l'innovation cacaoyère » proprement dite mais de la gestation des sociétés postcoloniales. Dans tous ces cas, ces initiatives traduisent avant tout les réajustements sociaux au niveau de la société civile globale autour de la question du devenir de l'Etat colonial.

Par exemple, les mouvements ruraux et les associations paysannes sont traversés par des enjeux de pouvoir entre planteurs, chefs, traitants et intellectuels militant dans les partis nationalistes (la création du Syndicat agricole africain en 1944 en Côte-d'Ivoire manifestant l'accès définitif de l'agriculture de plantation ivoirienne à la phase « d'irréversibilité achevée » de l'innovation cacaoyère). Autre exemple : la dimension ethnico-régionale de ces mouvements et de ces associations, étroitement corrélée au système de représentation politique mis en place par les autorités coloniales (concurrence entre les organisations « paysannes » du sud de la Gold Coast et celles de l'Ashanti ; utilisation du mouvement coopératif dans les luttes politiques internes au pays yoruba et dans la lutte politique avec les autres Etats de la Fédération nigérienne ; stratégies régionalistes au sein du Syndicat agricole africain en Côte-d'Ivoire).

L'innovation institutionnelle majeure typique du nouvel ordre social concerne l'enjeu de la répartition de la rente cacaoyère dans son ensemble et au niveau national (avec le cas particulier nigérian où la cacaoculture est aussi un élément distinctif d'une région dans un cadre politico-administratif fédéral très vaste). L'instrument de contrôle qu'il s'agit d'investir est désormais constitué par les organismes de régulation de la filière cacaoyère mis en place par le pouvoir colonial (la Caisse de Stabilisation en Côte-d'Ivoire, et, au Ghana et au Nigeria, les Cocoa Marketing Boards) mais cela au terme de quelques détours.

Ces organisations ont une histoire (qui reste largement à faire) assez paradoxale. Les grandes lignes d'une telle organisation, sur une base coopérative, avaient été avancées avant guerre par des associations de fermiers de Gold-Coast. Après le grand hold-up sur le cacao de 1937-1938, l'administration britannique élabore un projet qui ne peut être mis en œuvre à cause de la guerre et est alors remplacé par un organisme de régulation commerciale pour les principaux produits stratégiques des colonies britanniques ouest-africaines. Remis en selle après les hostilités, les Boards sont créés en 1947 au Nigeria et en Gold-Coast, tandis qu'en Côte-d'Ivoire sont créés des Fonds de soutien pour le cacao et le café (la Caisse de stabilisation ne sera créée qu'en 1954).

Dans tous les cas, les initiatives coloniales de réguler la filière cacao (ainsi que la filière café en Côte-d'Ivoire) et de la développer à partir de ressources propres sont vues d'abord avec méfiance par les dirigeants nationalistes dans l'immédiat après-guerre. Le Syndicat agricole et les associations de

fermiers qui sont créés à cette époque ont notamment pour objectif politique de faire contre-poids à la prétention de l'administration agricole coloniale de régenter la principale ressource des colonies. Tout va changer à partir de l'année 51 qui marque dans les trois colonies l'ouverture d'une étroite collaboration entre l'administration coloniale et les dirigeants politiques nationalistes, désormais vainqueurs incontournables des différentes élections organisées après les violents affrontements des années précédentes. Les Boards et la Caisse de stabilisation sont désormais perçus par les nouveaux dirigeants de la Gold Coast, de l'Etat fédéral de la Western Region au Nigeria et de la Côte-d'Ivoire comme un irremplaçable outil de conquête des leviers de commande de l'agriculture paysanne, de mobilisation des ressources tirées de la cacaoculture et donc aussi de contrôle politique.

La « conversion » au début des années 50 des élites politiques nationalistes aux vertus des Marketing Boards et des Caisses de stabilisation et la politisation de ces organismes tourne une page de l'histoire de la cacaoculture et en ouvre une autre. Dès lors, la cacaoculture n'est plus considérée par les couches locales politiquement dominantes comme un secteur d'investissement stratégique mais comme un volant de ressource à contrôler et une source de contraintes nouvelles à gérer.

Les éléments qui, quarante ans plus tôt, ont servi l'innovation-processus sont désormais des contraintes qui hypothèquent à terme le nouveau cours du changement : 1) le « régime de l'innovation » est dicté par des stratégies de reconversion qui privilégient maintenant des stratégies non paysannes (activités non agricoles, accès aux fonctions administratives et politiques, projet d'une société industrielle) ; en dépit des innovations incrémentales que les cacaoculteurs mettent en œuvre dans les pratiques agricoles, l'agriculteur n'est plus perçu comme innovateur dans le nouveau cadre conceptuel moderniste ; 2) le différentiel bio-écologique entre régions s'épuise, le ressort apparent de la diffusion de l'innovation-produit est détendu ; 3) la disparition progressive de la rente-forêt accroît les tensions sociales au sein même des paysanneries et menace la nouvelle construction nationale.

Le décalage de 15 à 20 ans dans l'achèvement de l'irréversibilité de l'innovation cacaoyère en Côte-d'Ivoire prendra alors l'apparence d'un avantage jusqu'aux années 1970-1980, dans la mesure où le processus de diffusion de la norme pourra se poursuivre quand, au Ghana et au Nigeria, se poseront, entre autres problèmes, celui du renouvellement des arbres et celui de la reproduction du système politico-économique basé sur les ressources dégagées par la production cacaoyère.

Crise et innovation hier et aujourd'hui

L'innovation cacaoyère en Afrique de l'Ouest est née d'un contexte de crise

A partir du début du siècle, les stratégies de reconversion d'acteurs sociaux éminents se sont progressivement cristallisées sur ce produit nouveau sans qu'il y est au départ de demande préexistante à son égard. Si, de son côté, l'offre de nouveauté préexistait de la part des agents européens et si les intérêts du commerce international ont ensuite de plus en plus pesé sur le sens de cette reconversion, il reste que le processus d'émergence et de diffusion de l'innovation ne se comprend qu'enraciné dans les réajustements sociaux et selon des lignes de force qui sont largement contingentes.

L'élément à expliquer dans ce processus ne peut se réduire à une combinaison de variables préétablies à partir de l'innovation-objet. La diffusion de la cacaoculture n'est ni le résultat d'une « offre d'innovation » – comme le suggère l'explication par l'action coloniale – ni le résultat mécanique d'une « demande d'innovation » – comme le laissent à penser de manière idéaliste ceux qui l'expliquent par l'esprit d'entreprise des producteurs africains (et bien qu'il faille effectivement souligner cette capacité d'initiative). Elle n'est pas non plus la simple combinaison des deux. Elle renvoie plutôt à la constitution d'un « réseau d'innovation » aux propriétés émergentes, mettant en connexion, autour du produit nouveau et selon une configuration inédite, des catégories hétérogènes et évolutives d'acteurs, d'institutions et d'organisations (MEYER, 1992, d'après CALLON, LATOUR etc.). L'innovation cacaoyère est donc bien, avant tout, une construction sociale irréductible aux propriétés intrinsèques de l'innovation-produit.

Le processus d'irréversibilité de l'innovation cacaoyère s'ouvre avec l'accès de nouvelles catégories sociales et de populations de régions enclavées à l'exploitation directe, accès rendu possible par la diffusion d'innovations institutionnelles (régime foncier, contrats de travail, transformation des relations de dépendance et d'autorité) et organisationnelles (associations de producteurs, organisations professionnelles, mouvements de protestations). L'irréversibilité est pleinement atteinte lorsque la connexion cacaoyère, c'est-à-dire le réseau d'agents et d'organisations structuré autour de la production cacaoyère, est en mesure de déterminer la

demande d'innovation partout où la cacaoculture est possible.

La conception « classique » qu'avaient les responsables coloniaux de l'innovation (en termes d'offre et de demande d'innovation cristallisées sur un produit donné) a abouti paradoxalement à ce qu'ils ne reconnurent le processus d'innovation que lorsqu'il était précisément en voie de routinisation, c'est-à-dire après qu'il se fût irréversibilisé et qu'il fût devenu un enjeu éminemment politique. Les réactions de la connexion cacaoyère face aux crises successives dans les trois colonies à partir des années 30 montrent le haut degré de résilience que cette connexion avait alors atteint mais aussi cette forte dimension politique qui ira en s'accroissant.

Le paradoxe majeur de l'innovation cacaoyère est sans doute que, reposant au départ sur une technologie et des conditions de mise en œuvre éminemment « flexibles » (MEYER, 1992) et « démocratiques », elle a acquis dans le contexte colonial et, plus encore, postcolonial un « contenu politique inhérent » sur lequel s'est bâti un nouvel ordre social, au prix, désormais, de la déconnexion du secteur productif cacaoyer des enjeux sociaux et politiques nouveaux : l'investissement et le contrôle de l'appareil d'Etat, tant sous une forme libérale que planifiée. Dans les deux cas, après les indépendances, les Cocoa Boards et la Caisse de stabilisation feront l'objet ou fourniront les ressources pour des innovations institutionnelles et organisationnelles majeures. Dès lors, loin d'alimenter le réseau d'innovation sur lequel s'est appuyé jusqu'alors la diffusion de la cacaoculture, ces innovations socio-politiques vont diluer la connexion cacaoyère, désormais saturée, pour l'assujettir aux nouvelles relations de pouvoir (les nouvelles catégories sociales dominantes pouvant d'ailleurs fort bien être issues de l'ancienne connexion cacaoyère).

La reconstitution du processus passé de l'innovation cacaoyère permet peut-être de mieux évaluer la situation de crise actuelle

Une observation fondamentale et insuffisamment prise en compte concerne la part qui revient à la « crise cacaoyère » en tant que telle dans cette crise.

Entre la phase de saturation de la connexion cacaoyère,

que nous situons dans l'après-guerre, et la crise actuelle, bien des transformations se sont opérées durant cette quarantaine d'années. Si on ne peut les décrire ici, on peut toutefois relever une appréciation erronée qui pèse sur l'interprétation de la crise actuelle. La période qui part de l'après-guerre et se termine avec l'entrée dans la conjoncture de crise de l'économie mondiale au tournant des années 80 passe à tort pour la phase triomphante de la cacaoculture ouest-africaine. Les indicateurs quantitatifs de production et de revenu occultent le fait que cette période est caractérisée au contraire par des stratégies de « sortie » du secteur productif cacaoyer à partir de la diversification des investissements sociaux, à la manière du scénario que décrit Sara Berry à propos des planteurs yoruba (et qu'elle généralise aux agriculteurs ouest-africains dans la période actuelle de crise : BERRY, 1989).

Si cette analyse est exacte, les effets des politiques économiques (souvent considérés comme la cause du déclin de la cacaoculture au Ghana), les effets des revenus pétroliers (au Nigeria), les effets dévastateurs de la culture extensive (en Côte-d'Ivoire) ne sont pas les causes du désengagement cacaoyer mais sont plutôt les résultats ou, à tout le moins, des événements postérieurs à un changement profond des projets sociaux des acteurs, pour eux-mêmes (dans le cas des catégories dominantes qui sont en mesure de profiter de nouvelles opportunités) ou pour leur descendance (pour les autres).

Certes, la crise du marché du cacao est bien une circonstance aggravante de la conjoncture actuelle, mais c'est lui faire trop d'honneur que de penser qu'un relèvement des cours suffirait à régler un problème de société.

Certes, les planteurs africains montrent qu'ils sont parfaitement capables d'intensifier leur production lorsque les circonstances l'exigent ou qu'ils peuvent compenser la disparition de la rente-forêt par une intensification du travail (cela semble confirmé tant au Ghana qu'en Côte-d'Ivoire). Il est cependant douteux que les intéressés voient dans l'amélioration des procédés culturels autre chose qu'une régression de leurs aspirations, même si la situation les contraint à choisir cette voie. On peut s'en offusquer, mais il faut bien l'admettre car, d'une certaine manière, on peut penser que, loin d'être un élément négligé par les acteurs sociaux, le cycle bio-écologique de la cacaoculture a été anticipé dans le déroulement de leurs stratégies sociales, déjà tournées, il y a plus d'une génération, vers la sortie de la cacaoculture.

Certes, l'on sait bien que les politiques agricoles ont souffert de graves défauts mais, ici encore, peut-on attendre d'une bonne politique économique et sociale – qui plus est menée sous la contrainte extérieure – qu'elle refasse ce que les acteurs sociaux ont sciemment défait dans une conjoncture plus favorable, à partir de projets sociaux et culturels parfaitement cohérents à défaut de ne pas être conciliables avec la division

internationale du travail ?

Peut-on dès lors attendre (au sens propre comme au sens figuré) une nouvelle innovation cacaoyère ? Pour paraphraser Alfred Hirschman, il est bien possible que l'innovation naisse davantage de l'incertitude des passions que de la rationalisation des techniques. Ce n'est pas une raison pour se replier sur la contemplation attristée du douloureux accouchement des nouvelles sociétés africaines, mais ce n'est surtout pas le moment de se tromper de crise.

Note

1. Le recouvrement des deux principales phases indique le décalage de la diffusion de l'innovation dans la colonie ivoirienne par rapport à la Gold-Coast et au Nigeria.

Bibliographie

Généralités

BARLOW C., JAYASURIYA S.K., 1986. Stages of Development in Smallholder Tree Crop Agriculture, NCDS. Australian National University, Working Paper N° 86/8.

BERRY S. 1988. Property rights and rural resource management : the case of tree crops in West Africa. Cahiers Sciences Humaines, 24, 1 : 3-16.

BERRY S., 1989. Social institutions and access to resources. Africa, 59, 1 : 41-55.

BINSWANGER H., McINTIRE J., 1987. Behavioral and Material Determinants of Production Relations in Land-abundant Tropical Agriculture. Economic Development and Cultural Change, 36 : 73-99.

HIRSCHMAN A.O., 1986. Vers une économie politique élargie. Paris, Les Editions de Minuit.

JARRIGE F., RUF F., 1989. Comprendre la crise du cacao. Séminaire CIRAD Economie des filières.

MENDRAS H., FORSE M., 1983. Le changement social. Paris, A. Colin.

MEYER J.B., 1992. La dynamique de la demande dans l'innovation. Thèse Ecole Nationale Supérieure des mines de Paris. Centre de sociologie de l'Innovation.

RUF F., 1991. Les crises cacaoyères. La malédiction des âges d'or ? Cahiers Etudes Africaines, XXXI, 1-2 :83-134.

TREILLON R., 1992. L'innovation technologique dans les pays du Sud. Le cas de l'agro-alimentaire. Paris, ACCT-CTA-Karthala.

YUNG J.M.et BOSCH, P.M., 1993. Schumpeter au Sahel, L'innovation en milieu rural II. Documents scientifiques du Laboratoire d'Etudes Agraires n°4, Montpellier, ORSTOM.

Histoire économique générale

- ARHIN K., HESP P, VAN DER LAAN L., 1985. Marketing Boards in Tropical Africa. London, KPI.
- AUSTEN A., 1987. African Economic History. Internal Development and External Dependency. Curry-Heinemann, London-Portsmouth.
- BATES R., 1981. Market and States in Tropical Africa. Berkeley, Univ. of California Press.
- FORBES MUNRO J., 1976. Africa and the International Economy. London, Dent & Sons.
- HART K., 1982. The Political Economy of West African Agriculture. Cambridge University Press.
- HOPKINS A.G., 1973. An Economic History of West Africa. Longman, London.
- ILIFFE J., 1983. The Emergence of African Capitalism. University of Minnesota Press, 113 p.
- PHILLIPS A., 1989. The Enigma of Colonialism. British Policy in West Africa. James Currey-Indiana University Press.

Nigeria

- BEER C., 1976. The Politics of Peasant Groups in Western Nigeria. Ibadan University Press, 276 p.
- BERRY S., 1974. The concept of innovation and the history of cocoa farming in Western Nigeria. Journal of African History, XV, 1.
- BERRY S., 1975. Cocoa, custom and socio-economic change in rural western Nigeria. Clarendon Press, Oxford.
- BERRY S.S., 1985. Fathers work for their sons. Accumulation, Mobility and Class Formation in an extended Yoruba Community. University of California Press, 225 p.
- CLARKE J., 1981. Households and the political economy of small-scale cash crop production in South-Western Nigeria. Africa 51 (4) : 807-823.
- FALOLA T., 1987. Power Relations and Social Interactions among Ibadan Slaves, 1850-1900. African Economic History, n° 16 : 95-114.
- HOPKINS A.G., 1966. Economic aspects of political movements in Nigeria and in the Gold Coast 1918-1939. Journal of African History, VII, 1 : 133-152.
- HOPKINS A.G., 1978. Innovation in a colonial context : african origins of the nigerian cocoa-farming industry, 1880-1920. in DEWEY C. and HOPKINS A.G., The Imperial Impact : Studies in the Economic History of Africa and India. University of London, The Athlone Press : 83-966 et 341-342.
- LLOYD P.C.. Yoruba Land Law. Oxford University Press, 378 p.

Ghana

- ARHIN K., 1986. A note on the asante akonkofo : a non-literate sub-elite, 1900-1930. Africa, 56, 1 : 25-31.
- ARHIN K., 1980. The Economic and Social Significance of Rubber Production and Exchange on the Gold and Ivory Coasts, 1880-1900. Cahiers d'Etudes Africaines, XX-1,2 : 49-62.
- AUSTIN G., 1987. The emergence of capitalist relations in South Asante cocoa-farming, c. 1916-1933. Journal of African History, 28 : 259-279.

- AUSTIN G., 1988. Capitalists and Chiefs in the Cocoa Hold-Ups in South Asante, 1927-1938. *The International Journal of African Historical Studies*, 21, 1 : 63-95.
- BECKMAN B., 1976. *Organising the Farmers. Cocoa Politics and National Development in Ghana*. Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 299 p.
- BENNEH G., 1970. The Impact of Cocoa Cultivation on the Traditional Land Tenure System of the Akan of Ghana. *Ghana Journal of Sociology*, 6, 1 : 43-61.
- BOURRET F.M., 1949. *The Gold-Coast. A survey of the Gold-Coast and British Togoland 1919-1946*. London, Geoffrey Cumberlege, Oxford University Press.
- BROKENSHA D., 1986. *Social Change at Larteh, Ghana*. Oxford, Clarendon Press, 294 p.
- DICKSON K.B., 1971. *A Historical Geography of Ghana*. Cambridge University Press.
- DUMETT R., 1971. The Rubber Trade of the Gold-Coast and Asante in the Nineteenth Century : African Innovation and Market Responsiveness. *Journal of African History*, XII, 1 : 79-101.
- DUNN J. et ROBERTSON A.F., 1973. *Dependance and Opportunity : Political Change in Ahafo (Ghana)*. Cambridge University Press, 400 p.
- FORTES M., 1948. The Ashanti Social Survey : A Preliminary Report. *The Rhodes-Livingstone Journal*, n° 6 : 1-36.
- GASTELLU J.-M., 1980. Les plantations de cacao au Ghana, *Cahiers ORSTOM Sciences Humaines*, XVIII, 2 : 225-254.
- GREEN R.H., HYMER S.H., 1966. Cocoa in the Gold Coast : A Study in the Relations between African Farmers and Agricultural Experts. *Journal of Economic History*, 26, 3 : 299-319.
- GUNNARSON C., 1978. *The Gold-Coast Cocoa Industry 1900-1939. Production, Prices and Structural Change*. Av-Centrale, Lund, 184 p. (Suède).
- HILL P., 1956. *The Gold-Coast Cocoa Farmer. A Preliminary Survey*. London, Oxford University Press, 139 p.
- HILL P., 1970. *The Migrant Cocoa-Farmers of Southern Ghana. A Study in Rural Capitalism*. Cambridge University Press.
- HOWARD R., 1980. Formation and stratification of the Peasantry in Colonial Ghana. *Journal of Peasant Studies*, 8, 1.
- JOHNSON T.J., 1972. Protest, tradition and change : Southern Gold Coast Riots, 1890-1920. *Economy and Society*, I, 2 : 164-193.
- KONINGS P., 1986. *The State and Rural Class Formation in Ghana : A Comparative Analysis*. London, KPI, Monograph from the African Studies Center, Leiden, 391 p.
- MILES J., 1978. Rural Protest in the Gold-Coast : The Cocoa Hold-Ups, 1908-1938, in DEWEY C. and HOPKINS A.G., *The Imperial Impact....* London, The Athlone Press : 152-170.
- POKU K., 1969. People of slave origine in Ashanti. *Ghana Journal of Sociology*, 5, 1 : 33-38.
- ROBERTSON A.F., 1982. Abusa : The Structural History of an Economic Contract. *Journal of Development Studies*, 18, 4 : 447-478.
- SUTTON I., 1983. Labour in Commercial Agricultural in Ghana in the late Nineteenth and early Twentieth Centuries. *Journal of African History*, 24 : 461-483.
- TUDHOPE W.S., 1909. The Development of the Cocoa Industry in the Gold Coast and Ashanti. *Journal of the African Society*, vol. IX, october : 34-45.

WILKS I., 1975. Dissidence in Asante Politics : Two tracts from the late nineteenth Century, in I. ABU-LUGHOD éd. African Themes, Evanston, Northwestern University : 47-63.

Côte-d'Ivoire

ARNOLD P., 1983. Emergence et structures d'une paysannerie africaine. Les petits planteurs baoulé de Bocanda et Daoukro (Côte-d'Ivoire). Thèse de l'Université de Genève.

BOUTILIER J.-L., 1960., Bongouanou, Côte-d'Ivoire. Etude socio-économique d'une subdivision. Paris, Berger-Levrault.

CHAUVEAU J.-P., 1985. L'économie de plantation villageoise caféière et cacaoyère en Côte-d'Ivoire : les leçons de l'histoire. Cahiers de la Recherche-Développement, n° 8.

CHAUVEAU J.-P., DOZON J.-P., 1985. Colonisation, économie de plantation et société civile en Côte-d'Ivoire. Cahiers ORSTOM Sciences Humaines, XXI, 1.

DOZON J.-P., 1985. La société Bete, Côte-d'Ivoire. Paris, ORSTOM-Karthala.

DUPIRE M., 1960. Planteurs autochtones et étrangers en basse Côte-d'Ivoire orientale. Etudes Eburnéennes, VII.

EKANZA S.P., 1983. Mutations d'une société rurale. Les Agni du Moronou : XVIII^e siècle-1939. Thèse, Aix-en-Provence.

GASTELLU J.-M., 1989. Riches paysans de Côte-d'Ivoire. Paris, L'Harmattan.

GROFF D., 1980. The Development of Capitalism in the Ivory Coast : the Case of Assikasso, 1880-1940. Ph.D. Thesis, Stanford University.

KOBLEN A., 1956. Le planteur noir. Etudes Eburnéennes, V.

ROUGERIE G., 1957. Pays Agnis du sud-est de la Côte-d'Ivoire. Essai de géographie humaine. Etudes Eburnéennes, VI.

RUF F., 1988. Stratification sociale en économie de plantation ivoirienne. Thèse, Paris X.

RUF F., 1991. Les crises cacaoyères. La malédiction des âges d'or ? Cahiers études africaines, XXXI, 1-2 : 83-134.

TAUXIER L., 1932. Religion, mœurs et coutumes des Agni de la Côte-d'Ivoire. Paris, Geuthner.

Chauveau Jean-Pierre. (1995)

L'innovation cacaoyère : histoire comparée de la cacaoculture en Afrique de l'Ouest

In : Byé P. (ed.), Muchnik J. (ed.) Innovation et sociétés :
quelles agricultures? quelles innovations? : 1. Dynamismes
temporels de l'innovation

Montpellier : CIRAD, 43-58. Séminaire International
d'Economie Rurale, 14., Montpellier (FRA), 1993/09/13-16